





Morale et éducation



Jacques Billard

# Morale & *éducation*

Rien de grand ne se fait  
sans ~~passion~~ vertu.

À la mémoire de  
Jacques Muglioni.

Du même auteur

*Conférences pédagogiques. L'école de la troisième République. Et la nôtre*, Paris, 2013. ISBN 9 791 022 700 207.

*Introduction à Félix Ravaisson, De l'habitude*, PUF, 1999.  
*République et démocratie*, avec Blandine Kriegel,  
Publication du Conseil Général de Haute-Garonne,  
1999.

*De l'école à la république, Guizot et Victor Cousin*, PUF,  
1998.

*L'éclectisme*, PUF, QSJ, 1997.

*Le pourquoi des choses*, préface de Philippe Meirieu,  
Nathan, 1994.

*Traité d'éducation civique à destination des maîtres*,  
Nathan, 1985.

Imprimé en France

Mise en page par les ateliers Néo-maquettes, Paris.

Dépôt légal : 2<sup>ème</sup> trimestre 2014.

ISBN : 979-10-227-1088-6

© Jacques Billard, 2014.

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,  
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

## INTRODUCTION

« Souvenez-vous qu'avant d'oser  
entreprendre de former un homme,  
il faut s'être fait homme soi-même. »

Rousseau, *La nouvelle Héloïse*, II.

Toujours un peu fausse, toujours un peu d'une autre époque, l'éducation morale, n'a pas bonne réputation. Elle est pourtant régulièrement appelée au secours des difficultés sociales et reste particulièrement préconisée pour notre jeunesse qui ayant perdu tout repère, aurait dit-on bien besoin qu'on lui rappelle règles et limites.

Cet appel à la morale n'est pas toujours très clair et ne dit pas toujours ce qu'il veut. Par crainte de paraître un père-la-vertu, on ne dit que difficilement de quoi on veut parler. Comment avouer, contre l'air du temps, vouloir des enfants bien élevés, polis, se tenant bien alors que les discours éducatifs et pédagogiques mettent en avant la liberté des enfants et leur bien-être et alors que partout on

explique que punir n'est jamais une solution ? Comme ne pas noter que les biographies présentent souvent les personnalités arrivées comme ayant d'abord été des enfants indisciplinés, rétifs ou effrontés comme si le refus d'entrer dans une norme était le signe précurseur du génie ? Les normes, par ailleurs, sont souvent dénoncées comme arbitraires, étouffantes, ineptes. Être capable de résister au calibrage social est devenu le signe d'une nature supérieure qu'on accuse l'éducation dite traditionnelle de casser. Un génie dans les bons *biopics* (biographies) se reconnaissait autrefois à sa précocité. Il se reconnaît, de nos jours, à son indocilité.

La survalorisation du rétif ou de l'insolent est une marque de notre époque sur laquelle il y aurait lieu de réfléchir, car enfin, que veut-on obtenir par cette survalorisation alors qu'on sait très bien que la majorité des enfants laissés à cette rétivité la payeront plus tard par une sévère inadaptation au monde ?

Autre marque d'époque: le grand commerce lequel a besoin de consommateurs libérés de toute barrière, surtout morale alors que la vie sociale, elle, ne peut fonctionner sans règles. Nous voici donc dans une situation qui réclame de la morale et qui, en même temps, n'en veut pas. D'où la double tendance de nos sociétés à en appeler à une éducation morale tout en doutant qu'elle existe.

Passons au plan théorique. Il existe deux façons de nier la morale. La première est d'en refuser purement et simplement l'existence. La seconde est d'affirmer qu'il en existe un grand nombre. Du point de vue du résultat, ces deux thèses sont équivalentes. Quant à l'éducation, elle-même fréquemment assimilée à un moralisme, il est souvent recommandé d'y renoncer au profit d'un débat au



cours duquel les enfants seront invités à se former leurs propres opinions. Cette idée d'amener l'enfant à « réfléchir » en le plaçant devant des « situations-problèmes » fait aujourd'hui, à peu près, consensus. Même les instructions officielles optent pour cette pédagogie. Elle n'est pourtant guère souhaitable. La situation-problème en matière morale est souvent manipulatoire ; elle fait reposer les décisions sur des émotions plus que sur des analyses, lesquelles analyses sont de surcroît hors de portée des enfants des écoles primaires. Surtout, se faire une opinion, ce n'est en aucun cas formuler un jugement !

De plus, les règles de moralité soumises à « réflexion » sont le plus souvent présentées comme semblables aux règles d'un jeu et la morale comme une sorte de code de la route. Sans doute ce code est-il nécessaire, on ne pourrait pas jouer ou conduire son véhicule sinon, mais ses articles sont fondamentalement arbitraires, même s'ils sont cohérents, car ils auraient pu être tout autre. Les enfreindre n'est plus qu'un risque qu'il faut savoir prendre et n'entraîne pas la notion de faute morale. Comme dans les jeux, on joue et parfois on gagne, parfois on perd. Et si on réussit à tricher sans se faire prendre, c'est bien joué ! Au pire, on aura une sorte de gage, comme de passer son tour ou d'aller à la case prison. C'est un aléa de la vie, une sanction en quelque sorte mécanique qui ne remet pas en cause le principe du « pas vu pas pris », du « il est interdit de se faire prendre ».

On a largement perdu aujourd'hui la notion de faute et seules les religions la conservent encore sous la notion de péché. Encore que la notion de péché ne soit pas tout à fait identique à la notion de faute morale.

Et parce que la morale est vécue comme une affaire d'option personnelle et de circonstances, on ne voit généralement rien à redire à des affirmations comme celles-ci :

- voler un voleur, ce n'est pas voler ;
- voler une personne riche ce n'est pas grave ;
- voler l'État ou une banque ou une compagnie d'assurance, ce n'est rien ;
- « voler en état de nécessité (art. 122-7 du Code pénal) est justifiable ».

Jean-Valjean n'a-t-il pas été condamné pour avoir volé un pain<sup>1</sup> ?

Et puis Alain, le maître des maîtres d'école, ne déclare-t-il pas que « la morale, c'est bon pour les riches »<sup>2</sup> ?

En général, dans ces sortes de débats, on laisse entendre que la valeur, positive ou négative, d'un acte ne dépend que des circonstances, elles-mêmes laissées à l'appréciation de chacun.

Pourtant, malgré cette *anti-morale*, on en appelle toujours à l'éducation morale de la jeunesse dont la perte des repères est toujours attribuée à une absence d'éducation<sup>3</sup> : à cette jeunesse, personne n'aurait enseigné les valeurs.

1. Bien entendu, ce que Victor Hugo veut mettre en évidence, c'est d'une part ce qu'on appelle *l'état de nécessité* et, surtout, que la disproportion de la sanction et de la faute est le signe d'une société à réformer. Ici, la question est politique, non plus morale : ce n'est pas le vol qui devient légitime, mais l'organisation sociale qu'il faut revoir. Personne, en effet, ne devrait être dans la situation de devoir voler pour vivre.

2. Cf ci-dessous, p. 157.

3. Ce n'est pas le lieu d'en discuter ici, mais cette idée d'une carence éducative est un peu fausse. L'immoralité est plutôt liée au fonctionnement propre de toute société.

Ainsi les réactions après l'attaque par une quinzaine de mineurs d'une rame de RER en gare de Grigny (Essonne) : « Ceux qui ont fait ça sont des petits cons (sic). Des gamins sans repères hiérarchiques ni rapports aux institutions [...] Ils vont être envoyés en prison, mais cela n'arrangera rien. [...] C'est d'adultes impliqués disant les interdits, nommant les normes dont ces jeunes ont besoin. [...] J'en ai discuté avec les papas d'ici, ils sont tous choqués. Mais la taule ne fera que les empirer. C'est aux adultes de les arrêter. »

Que les adultes nomment les normes, voilà tout ce qui est demandé. Simplement les nommer. Cela paraît bien relever, en effet, d'une éducation morale dont tous conviennent qu'elle a fait défaut.

Ainsi, d'un côté l'éducateur se heurte à une dévalorisation de la morale et d'un autre, à une forte et même très forte demande sociale d'enseignement de cette morale au moins par énumération des règles, celles-là même dénoncées par ailleurs comme « ringardes ». Car lorsque la norme est dénoncée comme infondée, ce n'est pas tant dans ce qu'elle édicte qu'elle l'est que dans le simple fait qu'elle soit une norme. Caractéristique, cette page d'un grand journal du soir titrant, à propos de la demande ministérielle d'un enseignement de la morale : « Eh, maître, d'où tu me fais la morale ? » Titre qui vient en dessous d'un dessin représentant le maître nez plongé dans un livre (il ne voit donc ni le monde ni l'élève) tandis qu'un enfant écrit au tableau « Qui croque Odile, viole un bœuf. » Le reste de l'article se résume assez facilement par cette formule, d'ailleurs pas très claire : « La morale laïque a commencé à faire ringard. » Bien entendu, l'auteur de l'article ne propose pas de laisser la délinquance prospérer, mais il ne dit rien de ce qu'on pourrait faire. Il dit seulement que toute morale est suspecte, comme le serait celui qui l'enseignerait. À bon entendeur...

Autrement dit, il faut enseigner la morale bien que cet enseignement ne soit pas souhaitable puisqu'il est attentatoire à la liberté et bien qu'il ne soit pas non plus légitime, car toute morale est morale d'un groupe particulier et n'a donc pas à être imposée à l'extérieur de ce groupe.

Sans compter le « Par-delà le bien et le mal » de Nietzsche, qu'on interprète en un « il n'y a pas de bien et de mal pour les natures supérieures », ce qui est un contresens, celui du national-socialisme.

Mais il n'y a rien là de bien nouveau. Cette question de l'enseignement de la morale a toujours fait problème, au moins depuis l'installation des lois scolaires, même si, à l'époque, un consensus avait fini par s'établir, qui attribuait à l'école la responsabilité de l'instruction et à la famille celle de l'éducation. Cette répartition des tâches était claire et convenait bien. Elle semble revenir aujourd'hui, même s'il ne faut pas la radicaliser puisqu'aussi bien sans éducation il n'y a pas d'instruction possible. Réciproquement, et c'est plus grave, sans instruction, l'éducation ne sera jamais qu'un dressage, comme on peut le constater dans les pays où l'école n'enseigne pas, mais éduque (ou croit le faire).

À ce propos, on prendrait des risques à réassigner à l'école une mission d'éducation qui ne s'appuierait pas sur l'instruction. Ce ne serait que conditionnement et dressage par d'ailleurs voués, de nos jours, à l'échec. Conservons donc le vocabulaire de la Troisième République pour rappeler le principe : pas d'éducation sans instruction. On pourrait même aller plus loin : s'il y a véritable instruction, l'éducation ne sera pas vraiment nécessaire. Elle s'ensuivra. Mais peut-être considérera-t-on que cette thèse relève de l'utopie...

Il ne faut pas se laisser désarçonner par ces paradoxes et ces contradictions qui sont l'ordinaire de la guerre des

idées. Y faire face réclamerait par ailleurs des compétences de rhéteur, qu'il n'est guère utile d'acquérir : l'enseignement moral n'est pas un discours sur la morale.

Remarquons au moins deux choses. D'abord, dans tout ce qu'on dit contre la morale, on trouve souvent l'arrière-pensée inavouable de faire émerger l'« homme nouveau ». Rêve totalitaire pourtant, mais récurrent, d'époque en époque et surtout en France. Ensuite, les doctrines qui énoncent l'impossibilité et l'illégitimité d'un enseignement *scolaire* de la morale sont des doctrines de salon c'est-à-dire des doctrines élaborées par des personnes qui, généralement, ne subissent pas personnellement et directement les effets de cette absence d'éducation comme la délinquance infantile et juvénile ou la formation des bandes dans les urbanisations d'aujourd'hui. Ils n'ont jamais à franchir, lorsqu'ils sont un peu âgés, le barrage d'un groupe de jeunes au bas de leur escalier ni à craindre pour leur voiture restée sur le parking de la cité, ni à redouter le développement de la vente de cannabis ou pire. Ils ne prennent pas non plus le RER D. S'ils connaissent les problèmes, c'est toujours indirectement, par les statistiques et les études conduites par des experts. S'ils connaissent l'existence de zones dites « de non-droit », c'est pour en avoir pris connaissance dans les dernières études sociologiques consacrées au phénomène. Études rédigées par des gens comme eux pour des gens comme eux et qui parlent entre eux un langage à eux.

Connaître un phénomène par de savantes et irréfutables études est une chose, les vivre et en souffrir en est une autre. Dans le premier cas, on restera persuadé que les seules solutions possibles relèvent de décisions générales, de *politiques publiques*, comme disent les ÉNA-Sciences-Po. On envisagera alors une « réhabilitation » des « quar-

tiers », une médiation sociale, des subventions aux associations ou une augmentation du nombre des intervenants sociaux.

Mais quand on est réellement dans les problèmes, on voit bien qu'il faut éduquer ou rééduquer *chaque* enfant, *chaque* adolescent, *personnellement*. Les mesures générales ne sont que de peu d'effet. La remise en peinture de la cage d'escalier de tel immeuble, pour utile qu'elle soit, ne changerait rien.

Sont tout autant dans l'erreur ceux qui préféreraient à l'éducation morale, jugée vaine, un renforcement des dispositifs judiciaires. D'abord parce que l'appareil judiciaire n'intervient qu'après coup alors que, s'agissant de toute une population, la prévention est la seule mesure possible. Ce n'est pas à dire que les mesures pénales soient inutiles et un laxisme, ici, serait très dommageable, mais l'intervention judiciaire ne peut être qu'une dernière extrémité. La répression, comme toute répression, n'a d'efficacité qu'à la marge.

Il existe bien une autre solution, quelquefois défendue par les décideurs : la communication. La « com ». Des spots télévisés, des séries, des « stars » de la chanson ou du cinéma, des slogans « jeunes ». Pourquoi pas ? Mais rien de tout cela ne concerne l'école. La gestion des masses ne relève pas de l'éducation. L'éducation n'est jamais une affaire de gestion ni non plus de masses. Elle ne concerne que des personnes même s'il est vrai que les politiques ont tendance à préférer la gestion des masses à l'éducation des esprits.

Revenons donc à la morale dont l'enseignement paraît bien avoir un petit parfum de Troisième République. La morale y était enseignée par obligation réglementaire et cette obligation s'est maintenue longtemps. Jusqu'au Président Pompidou ? Mais il y a eu la parenthèse pétainiste qui n'est pas une bonne référence.

En fait, la Troisième République est une période particulière de notre histoire et si, bien des aspects de son école pourraient être repris, il reste que le contexte est tellement différent que la reprise pure et simple des buts et des méthodes, concernant l'instruction civique et morale, n'est pas possible. On peut cependant en rappeler les circonstances, détaillées ailleurs<sup>1</sup>.

Les lois scolaires instituant l'instruction obligatoire (et non l'école) se sont immédiatement heurtées à la question morale. La tradition éducative posait en principe qu'une éducation est d'abord morale et que la morale n'est possible que si elle est fondée sur une transcendance. La laïcité scolaire a donc été dénoncée comme une école sans Dieu, et donc une école du diable. Combats très vifs : « À la laïque, on a la colique, chez les bonnes sœurs, on a des douceurs. » Côté laïque, on montait en épingle les affaires qu'on dirait aujourd'hui de pédophilie et on accusait l'Église d'obscurantisme.

Malgré cette violence verbale, l'école laïque a enseigné la morale et, très vite, personne n'y a plus trouvé à redire et cela pour deux raisons. La première c'est qu'on estimait qu'il y avait urgence. Voici, par exemple, le rapport que l'inspection du travail adresse, en octobre 1889, au préfet de Paris :

« Ce que nous avons remarqué avec peine c'est le manque d'instruction morale chez les enfants. Bien qu'ils aient été aux cours d'instruction morale, aux écoles dont ils sortent, ils ne semblent pas s'en douter. Aux questions faites sur les devoirs envers la famille, envers la société, envers la patrie, quelques-uns ont un peu, mais faiblement, répondu. Il

1. Jacques Billard, *Conférences pédagogiques, l'école de la Troisième République et la nôtre*, Paris, 2013. On y trouvera les conseils donnés par les inspecteurs primaires aux instituteurs de cette époque. On jugera s'ils ont vieilli.